

MONGONGO

Journal école de Kisangani

Bimensuel 2 février 2011

N°33

450 FC

Les travaux d'assainissement changent la ville

Depuis l'arrivée du nouveau maire, les travaux d'assainissement vont bon train : les kiosques et commerces qui encombrant les routes sont démolis, les caniveaux curés, les rues nettoyées. Les habitants espèrent que ces efforts d'assainissement vont continuer.

Nous avons lancé les opérations coup de balai, de pinceau, de bêche ainsi que l'opération libérer les trottoirs pour changer l'image de la ville», souligne très déterminé, Augustin Osumaka, maire de la ville trouvé, le vendredi 21 janvier, devant l'Office national de transport (Onatra) en train de superviser l'opération de démolition d'un bar construit à côté de cet édifice public. Depuis son retour à la tête de la mairie, le 16 décembre dernier, il s'est dit décidé à faire des 5 chantiers (programme du gouvernement) des actions concrètes et non plus de vains mots. Le jeudi 26 janvier, une brigade d'assainissement de 25 personnes a ainsi été mise en place dans la commune Tshopo ; deux jours avant, c'était dans la commune Kabondo. Toutes les communes devront en avoir une. « Cette brigade va nettoyer les grandes artères de la commune ; le chef de quartier doit sensibiliser le citoyen à désherber sa parcelle. Tout citoyen qui ne le fera pas, sera interpellé par la police et paiera une amende », a martelé le maire.

Libérer les trottoirs

Dans la commune Makiso, bistrot, kiosques, boutiques et cabines téléphoniques construits sur les trottoirs des avenues du commerce et du boulevard Mobutu ont été démolis. Les vendeuses des friperies sont chassées. La route est élargie avec plus de visibilité. Sur la route de l'aéroport devant l'entrepôt public de l'Onatra, huit camions convoyés par la Monusco mal stationnés ont été conduits à la police de circulation routière pour payer une amende. Une scierie implantée dans la parcelle de la Division de la presse a été enlevée. Des femmes âgées, dont celles qui mendiaient dans les magasins, et des jeunes gens balayent les grandes artères : devant la Banque centrale, l'Hôtel de la poste, le boulevard du 30 juin, les alentours de la mairie, l'avenue du commerce... Une autre équipe avec des salopettes, qui portent l'inscription « 5 chantiers en marche », peint les bordures des routes.

Depuis la Fontaine de Stanley jusqu'à l'école Belge sur la route qui passe devant l'Onatra, les dalles des caniveaux enfouies sous la boue pendant des décennies attirent désormais la curiosité des Boyomais. Crispin Tshwekalake, couturier sur la route du service des Travaux publics « T.P » à la commune Kabondo se satisfait de voir les caniveaux dégagés, « l'eau qui stagnait à l'entrée du camp P.M. dégageait une odeur nauséabonde. » Le sable qui couvrait le goudron à la montée de la colline de l'Unikis au complexe Elungu a été enlevé. Selon Cyprien Bonyama, chef d'équipe d'assainissement, dans deux mois, les travaux toucheront les autres communes car la mairie donne 2000 fc par jour à chaque cantonnier.



Curage de caniveau sur la route TP. © Mongongo

Entretien permanent ou ponctuel

Certaines associations apportent leur soutien à la mairie. Les amis de Soleil Mosingo ont donné 300 balais et des bêches. Contents, les habitants craignent cependant que cet élan se relâche. « C'est toujours comme ça à chaque arrivée d'un maire, mais quelques temps après rien ne change. Il faut utiliser des ingénieurs et éviter du surplace », estime un enseignant. « Curer les caniveaux c'est bien, constate un étudiant trouvé au complexe Elungu. Mais il faut un entretien permanent pour éviter le double travail pendant la période de pluie ». Selon un acteur de la société civile qui s'exprimait lors d'une conférence débat sur le bilan de la gestion de la province, « il manque un programme cohérent avec un budget précis pour l'assainissement de la ville. »

Hortense Basea et Armand Makanisi

AMP, marche de soutien à la révision de la constitution



Marche de soutien à la révision de la constitution à Kisangani. © Mongongo

29 janvier, l'Alliance pour la majorité présidentielle a organisé une marche de soutien à la révision de la constitution. Pendant 2

A LIRE EN PAGE...

1 - Les travaux d'assainissement changent la ville
- AMP, marche de soutien à la révision...
- Elections, les Ongs et associations...

2 - Les conflits fonciers divisent l'Eglise catholique et les habitants
- Kisangani-Banalía : la route change la vie des habitants
- ECHOS DE PROVINCE

3 - Les autorités font la vie dure ...
- Commune Lubunga. Militaires et civils cohabitent en paix
- LA VILLE EN BREF

4 - Ugomvi juu ya udongo ya wakaaji na kanisa Katolika
- Bakanzi bazali konyokolo basyndicaliste

h, les partisans des partis politiques, ministres, députés, femmes commerçantes, associations des étudiants de tel ou tel parti politique, épouses militaires, tolekistes, motards, même des équipes de football ont défilé du siège de l'AMP jusqu'à la grande poste en passant par le marché central. Ils scandaient « voter, voter, voter Kabila, bazobanga nde Joseph (ils ont peur de Joseph) » ; Pour le maire de la ville Augustin Osumaka, « les Boyomais ont démontré qu'ils sont derrière le Président de la république, et que l'opposition reste avec les médias pour des déclarations, car elle n'est pas visible dans la ville. » Quand à Alphonse Longange coordonnateur de l'AMP, il s'est réjoui de la présence parmi les manifestants d'un calicot avec mention UDPS tenue par une poignée de jeunes. Le gouverneur de province, Médard Aucai, tout en précisant que l'« heure n'est pas encore à la campagne électorale », a constaté que cette marche démontre au Président de la république qu'il sera

élu à Kisangani au premier tour. Les listes de présence des participants même de l'administration publique circulaient dans la foule. « Je suis là pour éviter les sanctions car après la manifestation il y aura contrôle », témoigne un agent de la commune Tshopo. « C'est une journée fériée, tout le personnel est parti à cette marche », précise un agent. « C'est regrettable de voir les communes, mairies, les associations, ... dans cette marche. Les services publics sont apolitiques et neutres car ils sont là pour servir tout le monde (l'opposition, le pouvoir et le simple citoyen). Les associations qui font partie de la société civile ne doivent pas être embarquées dans les jeux des politiciens. Car la société civile est apolitique. Cette marche est une pure propagande pour montrer à l'opinion nationale et internationale que la population adhère à cette révision constitutionnelle », affirme René Sileki, vice président de la société civile forte de l'orientale SOCIFOR.

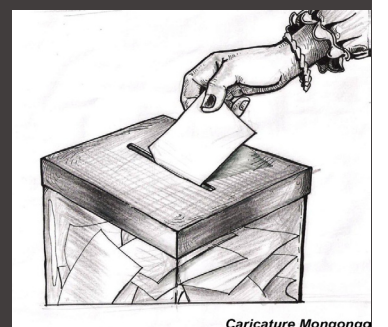
Elections

Les Ongs et associations se mobilisent pour la révision fichier électoral

Du 19 au 20 janvier l'Union des Femmes Congolaises pour le Développement UFCOD a formé plus de 70 représentantes des associations féminines sur l'importance de la révision du fichier électoral. Elles formeront à leur tour d'autres à travers leurs communautés respectives. La RDC compte 52% des femmes, qui doivent participer activement à la gestion de la chose publique, au lieu seulement d'applaudir ou danser pour les hommes. Pour y arriver, il faut qu'elles soient informées.

Réunis le 18 janvier en formation sur la savonnerie artisanale, la couture et la pâtisserie, les veuves, les filles mères et quelques hommes ont bénéficié aussi d'une telle information grâce au Groupement des Personnalités de la Province Orientale. Dans les marchés municipaux, la Dynamique des Associations d'Education Civique de Kisangani en collaboration avec le collectif des femmes dans son programme de Tribune d'Expression populaire explique l'importance des élections générales qui commencent par la révision du fichier électoral. La CEI se dit satisfaite de l'implication des associations et Ongs dans la sensibilisation souvent bénévole.

Pendant ce temps la formation des formateurs et agents électoraux dans les territoires traîne. Tous les territoires ne sont pas approvisionnés en carburant qui n'est pas disponible dans la ville. Aucune indication sur la date du début des opérations proprement dites de la révision du fichier électoral n'a été donnée.



Caricature Mongongo

Les conflits fonciers divisent l’Eglise catholique et les habitants

De nombreux conflits opposent l’Eglise catholique et ceux qui ont construit sur les vastes terrains dont elle dispose. Voulant récupérer ces terres, souvent vendues, illégalement par certains chefs de quartiers ou agents du cadastre, les prêtres se heurtent à l’hostilité des habitants.

Depuis le 6 janvier, les militaires de la Garde Républicaine assurent la sécurité de la paroisse Saint Gabriel dans le quartier Simisimi. Le refus des prêtres, après concertation avec la mairie, d’enterrer les morts dans le cimetière (déclaré saturé il y a trois mois) situé dans leur concession n’a pas plu aux habitants. En colère, ils ont jeté des pierres et ont cassé des vitres, les fenêtres du centre Monseigneur Grison et des deux salles paroissiales, arraché la porte de la clôture... Le culte est actuellement suspendu. En remplacement de ce cimetière, le maire de la ville a autorisé ces habitants à enterrer leurs morts derrière le cimetière de la guerre de six jours. «*Nos arrières parents ont été autorisés verbalement par Monseigneur Grison (le premier prêtre fondateur de la mission) à y habiter*», disent certains habitants.

Un autre conflit oppose ces prêtres à près de 156 familles occupant leurs terres vers le marché SPIRO au quartier Kalindula toujours à Simisimi. «*Alors que sur ce terrain de Simisimi, le centre Monseigneur Grison agrandit son centre d’accueil, construit une école, un internat, un hôpital*», témoigne un prêtre.

De nombreux terrains de l’Eglise catholique sont ainsi occupés par les populations. «*Elles ont construit en dur ou en terre sur nos terrains entre le collège Maele et le lycée Mpendano, le terrain de Institut Chololo, l’espace de la paroisse sainte Marte à Lubunga, sur le terrain de la paroisse Saint Gabriel... alors que nous avons des titres légaux depuis 1953*», souligne l’abbé Marcien Babikanga, avocat de l’archidiocèse. Le chef de division du cadastre Kisangani/Nord, est ferme : «*ces occupants sont illégaux.*»

Sanctionner les vendeurs

L’Eglise catholique a acquis de grandes concessions, il y a longtemps. Des couvents, paroisses, centres de formation ont été construits. Une grande partie de ces terrains restaient envahies par des herbes en attendant leur mise en valeur. Certains chefs de quartiers et agents des services de cadastre et de titres

immobiliers ont ainsi profité de la naïveté des gens pour leur vendre ces terres. Pourtant, «*les concessions de l’Eglise Catholique ont des certificats d’enregistrement à durée indéterminée datant de l’époque coloniale*», renseigne le Bâtonnier François Alauwa Lombela, avocat et ancien maire de la ville. Selon certains observateurs, l’Eglise devrait interdire l’occupation dès la première construction plutôt que de laisser les gens construire et refuser ensuite de partir.

Pour l’abbé chancelier de l’archevêque, «*l’Eglise est déterminée à revendiquer ses terrains*». Selon le bâtonnier Alauwa «*la population ne doit pas à tout prix chercher à construire au centre ville alors qu’il y a de terres inoccupées dans la périphérie de la ville*» et que selon la loi «*celui qui construit dans le terrain d’autrui construit pour autrui*». Les auteurs de ces ventes illicites de terres devraient être traduits en justice pour ne pas encourager l’impunité, estime un membre de la Commission justice et paix.

Gabriel Famba

Accord trouvé sur le terrain entre le collège Maele et le lycée Mpendano

En décembre dernier, le gouverneur de la province a signé un accord avec l’Eglise catholique qui cède une partie de son terrain situé entre le collège Maele et le lycée Mpendano, où des particuliers avaient déjà construits en dur jusque à moins d’un mètre de deux écoles. Cependant, un périmètre de sécurité de 100m doit séparer les habitations de celles-ci. En contre partie, l’Eglise bénéficie d’une concession de 6 ha au quartier Segama dans la commune Mangobo.

Selon Patrick Kipalamoto, chef de division du cadastre Kisangani/Nord, vers les années 90, feu l’archevêque Augustin Fataki a rétrocédé à l’Etat dans un document signé le 08/05/1990 une partie de ce terrain et une autre partie a été occupée sur la base de l’arrêté d’un ancien gouverneur Samba Kaputo de la période de Mobutu.

G.F

Kisangani-Banalia : la route change la vie des habitants

Depuis la réhabilitation de la route Kisangani-Buta-Bunduki, les échanges commerciaux, la circulation des personnes ont repris entre Kisangani et Banalia à la grande satisfaction des populations. Les prix des denrées alimentaires baissent déjà sur les marchés de deux cités.

Je suis venu en vélo en août dernier de Banalia pour passer mes vacances à Kisangani. Mais je suis content de rentrer en véhicule. C’est fatigant de faire 125 km à vélo», raconte Jhon, un élève trouvé au parking public de la 13^{ème} avenue dans la commune Tshopo. Ce vieux contrôleur du parking se réjouit du redémarrage du trafic : «*tout le monde est content de cette route*». Depuis septembre dernier, une dizaine de véhicules, de gros camions et des voitures, assurent désormais chaque jour le transport des marchandises et des personnes entre Kisangani et le territoire de Banalia à 125 km au Nord. Un bus de transport en commun de la société CITY TRAIN fait aussi le trajet jusqu’à 36 km. Les marchés des PK 36, 52, 62,76 sont en mouvement. Deux à 5 heures suffisent pour arriver contre 3 à 5 jours auparavant. Certains camionneurs font un aller-retour.

Baisse des prix à Kisangani

«*Sur le marché, les prix des produits des champs baissent déjà. Mais, c’est le pouvoir d’achat de la population qui demeure faible. Un panier de fufu qui se vendait entre 8000 et 12000 fc à Kisangani coûte entre 4000 et 6000 fc. Le panier de maïs est passé de 8000 fc à 5000 fc*», explique un percepteur du marché de la 11^{ème} avenue Tshopo. A Banalia, le prix de la bière Primus a diminué de moitié rapporte aussi un aide chauffeur. Paddy, fufu, bananes, manioc, huile de palme viennent de ce territoire. Les commerçants rapportent les produits manufacturés, entre autres des ballots des friperies...

Cette baisse s’explique en grande partie par la baisse des coûts de transport. En vélo, le voyageur payait 10 ou 15\$ et prenait en charge la restauration du conducteur. En moto, il fallait compter entre 20 et 50 \$. D’autres commerçants utilisaient des porteurs. Maintenant, certains commerçants

ambulants mettent leurs vélos dans des camions jusque là où la route n’est pas encore réhabilitée. Aujourd’hui le prix du transport en véhicule varie de 8 et 11\$ selon qu’il s’agit d’une camionnette ou d’un gros véhicule.

C’est le résultat de la première étape de la réhabilitation de la route Kisangani-Buta-bunduki, longue de 404 km. Cette route relie Kisangani au district de Buta à l’Ouest en passant par des localités célèbres (comme Banalia) pour l’exploitation artisanale du diamant. Jusqu’à présent, seuls les vélos et les motos pouvaient emprunter cette voie impraticable aux véhicules. Des ponts cassés et des grands bourniers empêchaient la circulation. Les herbes et les arbres avaient réduit la route à une piste. De nombreux bandits dépouillaient les habitants et les creuseurs des diamants qui s’y aventuraient. Arriver à Banalia était déjà un parcours de combattant.

(suite à lire page 3)

ECHOS DE PROVINCE

Bunia : l’argent de bois ne doit plus échapper au trésor public

«*Les pays voisins bénéficient de milliers de mètre cube de bois exploités chez nous au détriment de l’Etat Congolais*», a dit Raymond Tchedia, ministre provincial de l’Environnement lors de son récent séjour à Bunia. Il a demandé aux autorités des territoires d’être vigilants pour éviter les fraudes. Le paiement des taxes doit se faire sur le lieu de stockage de bois scié et non au lieu de coupe. Selon lui, l’argent doit être versé à la banque pour le compte du trésor public et non à des individus. L’association des exploitants forestiers en Ituri dénonce cependant la multiplicité des taxes et services. Depuis les dernières guerres, des nationaux et étrangers (Ougandais, Tanzaniens, Kenya) achètent des arbres auprès des agriculteurs qui ont des «*autorisations d’abattus culturaux*» à un prix dérisoire par l’intermédiaire des «*négociants*» locaux. Les chefs coutumiers vendent aussi de grandes concessions des forêts à des exploitants industriels créant des tiraillements avec les exploitants artisanaux. Ce bois exporté en Europe via l’Ouganda et le Kenya ne profite pas aux communautés locales.

Ousmane Sylla

Ubundu, lutter contre le détournement des salaires des agents de l’Etat

L’administrateur assistant chargé de l’Economie et finances et le comptable subordonné du territoire d’Ubundu viennent d’être suspendus. Décision prise par le commissaire de district de la Tshopo Pierre Bakoy au terme de sa visite d’inspection à Ubundu (128 km de Kisangani). Il reproche à l’administrateur de n’avoir pas remis les salaires de certains chefs de groupements. Sur place, à Ubundu, le commissaire de district a réuni les responsables de l’administration locale tant du territoire que des chefferies et groupements qui se plaignent du détournement des salaires de certains d’entre eux. Avant de poursuivre sa tournée à travers les autres territoires, Pierre Bakoy a réuni les comptables principaux, l’ordonnateur délégué et les mandataires des 7 territoires pour faire un état des lieux de la paie des fonctionnaires et chefs coutumiers.

Fidèle Lutula

Isiro vit dans la peur depuis l’assassinat d’une religieuse

Depuis le décès par balles de sœur Jeanne de la congrégation de St Augustin du diocèse de Dungu (210 km de Kisangani), le 16 janvier dernier dans une embuscade sur la route Bangadi à une quarantaine de kilomètre de Dungu, la population d’Isiro, chef lieu du district de Haut Uele (+500 km de Kisangani), la population vit dans le stress et la peur. La méfiance s’est installée entre les autorités et la société civile. Cette dernière a décrété les 26, 27 et 28 janvier ville morte en signe de protestation contre l’indifférence du gouvernement aux problèmes sécuritaires dans cette partie du pays. Ils veulent aussi interpeller leurs élus pour qu’ils plaident leur cause auprès du gouvernement. C’est enfin en signe de deuil en mémoire des victimes des exactions de la LRA qui serait responsable, selon cette société civile, de l’assassinat de cette religieuse. Mais selon le commandant

FARDC de Dungu, ce sont des bandits qui en sont responsables. Le commissaire de district craint que ces journées paralysent l’économie déjà fragile de cette ville. Dès l’annonce de l’organisation de ces jours de ville morte, le 24 janvier, la botte de ponde est passé de 200 fc à 300, voire 500 fc. Le verre de riz blanc a augmenté de 50%.

Richard Tandro

Isangi ; les espaces publics menacés de spoliation

La population du territoire d’Isangi est passé de 11 000 en 2008 à 15 000 en 2009. Des originaires de ce territoire venus d’ailleurs et des Eglises de réveil commencent à construire, changeant l’image de la cité. 23 janvier, Monseigneur Camille Lembi du diocèse d’Isangi a réuni le service de cadastre et le conservateur des titres fonciers sur la concession de l’Eglise Catholique convoitée par des nouveaux occupants. Au camp Mipila 3 et dans une partie du quartier CODIS, les constructions poussent sans ordre ce qui crée des conflits. Le 17 janvier dernier, deux Eglises se sont disputées un terrain. A côté des bâtiments publics ou des espaces verts, de nouveaux bâtiments des députés et commerçants poussent. Pour l’administrateur du territoire d’Isangi Makanda Mwamba, c’est pour lutter contre les herbes que ces endroits ont été mise en valeur. Pour la société civile, la vente des terrains de l’Etat est une menace, car le découpage territorial prévoit l’érection d’Isangi en ville qui aura besoin de construire des nouveaux bâtiments. Vu la forte demande, les parcelles s’achètent actuellement à 1 500\$ au centre de la cité, et de 200 à 400 \$ dans les autres quartiers.

Joseph Bassay

Bunia, les Pygmées s’intègrent grâce au football

Dimanche 23 janvier, le stade Amani de Bunia a connu une ambiance inhabituelle : les deux équipes de foot étaient composées uniquement des jeunes Pygmées : l’équipe de Ngombe Nyama venue de 79 Km route Beni-Bunia habillée en Rouge Bleu et la formation de Alukpi vêtue en noir en provenance à 82km de Bunia non loin de Komanda sur la route qui mène vers Kisangani. Score du match, 2 buts à 1 en faveur de Ngombe Nyama. «*Ils jouent très bien, avec une vitesse qui, de fois ils dépassent le ballon, ils méritent des encouragements*», déclare Innocent Tshibanda, président de l’entente rurale de football Ituri. Ce match a été organisé par l’Ong, Organisation Sociale pour le Développement des Pygmées (OSDPY) dans son projet d’intégration sociale des peuples pygmées. Ils sont venus avec leurs supporters et des femmes pygmées qui ont présenté des danses folkloriques pygmées. Plus de milles personnes ont pris part en achetant de billets d’accès. Isabelle, coordinatrice d’OSAPY se dit satisfaite de l’accueil que leur a réservé par la population de Bunia. Selon le président de l’Entente Rurale de football de l’Ituri, l’idéal serait de créer une équipe de football des pygmées et de l’affilier comme toutes les autres équipes des bantous.

Ousmane Sylla

Les autorités font la vie dure aux syndicalistes

Menaces téléphoniques, refus d'audiences, privations de salaires, interpellations... les syndicalistes sont régulièrement pris à parti par les autorités. Malgré tout, ils continuent à défendre les travailleurs, particulièrement les fonctionnaires, ce qui est leur rôle.

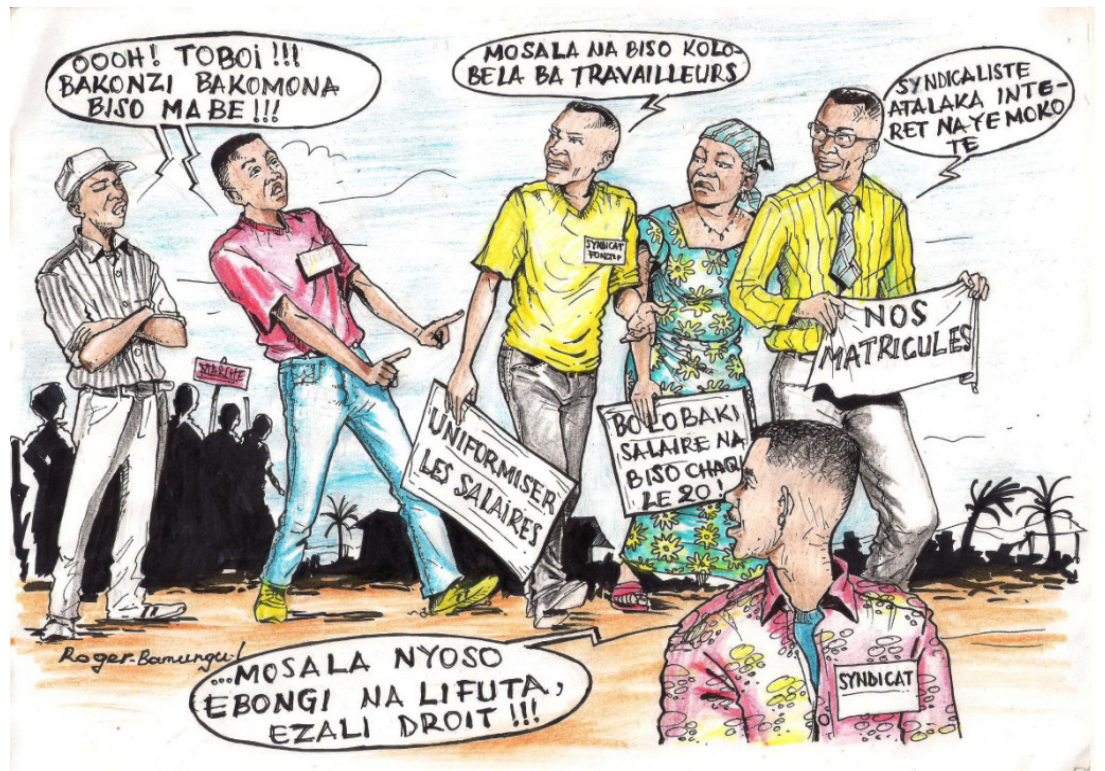
Tout est bon pour empêcher les syndicats, qui défendent les travailleurs, de faire entendre leurs voix. En décembre dernier, 50 agents de la Direction des recettes de la province orientale (DRPO) ont été suspendus. L'un d'eux témoigne : «C'est parce que nous avons réclamé neuf mois d'arriérés de salaire». Selon Maurice Kale, porte parole honoraire des agents de cette régie, «les textes qui administrent cette institution ne permettent pas le syndicalisme». De même la délégation syndicale du Centre de recherche en langues et cultures africaines (C.R.L.C) a été suspendue pour avoir réclamé l'argent qui leur était dû.

Des responsables de syndicats affirment aussi recevoir des menaces téléphoniques de certaines autorités tant provinciales que nationales. «Si vous continuez à révolter les fonctionnaires de l'Etat, vous allez mourir. Nous pouvons vous tuer comme certains défenseurs des droits de l'homme», sont les messages qu'ils reçoivent souvent. Amisi Tambwe, secrétaire provincial du Syndicat national des enseignants des écoles conventionnées catholiques (SYNECAT) témoigne qu'il dormait lorsqu'il a reçu un appel d'une autorité nationale de l'enseignement lui demandant la suspension immédiate de la grève. Par prudence, certains se protègent comme René Menga, président du Syndicat Libre du Congo: «Si je convoque les réunions des fonctionnaires de l'Etat, je rentre à temps, puis je ferme ma grille. Plus d'entrée ni de sortie.»

Le plus souvent les revendications syndicales sont mal interprétées. Selon Faustin Mtoro, président de l'intersyndicale de l'enseignement supérieur et universitaire «les politiques n'hésitent pas à qualifier les syndicalistes d'opposants politiques.» Une bonne raison pour certaines autorités de les étouffer. Parfois aussi, elles les accusent d'appartenir à une ethnie, une région, une confession... hostile au chef. «Les réunions de négociation aboutissent souvent à des menaces verbales, des intimidations, des humiliations», révèle F. Mtoro. Ainsi à la DRPO, le représentant de travailleurs a été contraint à présenter des excuses aux autorités sur la radio nationale. Leur revendication étant considérée comme un dérapage.

Travail fructueux

«La grève est notre meilleure arme de lutte contre l'employeur», estime Amisi Ntambwe. Le boycott des manifestations publiques en est une autre. Le 1er mai 2009, le Syndicat Libre du Congo a boycotté le défilé car ils n'avaient pas été payés. «Nous avons débloqué la situation de numéro matricule de certains enseignants de l'université promus professeurs sans être immatriculés», témoigne F. Moro (SYNAPAT), à la suite de suspension de cours en 2009 par les enseignants pendant trois mois. René Menga se félicite lui d'avoir uniformisé le salaire des fonctionnaires de la Province Orientale. Certains fonctionnaires étaient privés de plusieurs mois de salaire sans explications claires. «Après notre manifestation, ils ont été rétablis dans leurs droits», confirme R. Menga en souriant. Il se



réjouit que son mouvement syndical ait participé aux travaux de la commission paritaire gouvernement et syndicalistes du Congo qui traitait des conditions socio économiques des fonctionnaires de l'Etat. Selon Faustin Mtoro, le SYNAPAT a été retenu comme membre de l'Observatoire des droits de l'homme pendant la transition.

Toutefois, beaucoup reste à faire. Ainsi, dans le secteur de l'enseignement, alors que le salaire est déjà bien maigre «voyages de religieux, de préfet, de gestionnaires... la dîme dans certains cultes font l'objet de retenues d'une partie de salaire des enseignants de 800 fc à 1000 Fc», se plaint un syndicaliste.

Nous avons été plusieurs fois privés de salaires, affirment aussi unanimement les responsables du syndicalisme de la Province Orientale (SYNAPAT). Pour nous faire taire, affirme un de ses membres, nous recevons des suspensions disciplinaires ou des changements de poste. Toutefois, «depuis peu, le gouverneur de province est attentif à chaque mouvement de nos revendications» reconnaît René Menga, «Ce qui justifie la participation du syndicat libre du Congo dans les concertations à Kinshasa car le gouverneur de province a pris en charge le billet d'avion.»

David Malisi et Gabriel Famba

Commune Lubunga

Militaires et civils cohabitent en paix

Les militaires qui n'habitent plus le camp, vivent en parfaite harmonie avec les populations civiles dans la cité. Ils tracassent moins et ne volent plus leurs produits des champs. Par contre, les civils les emploient pour leurs travaux ménagers et des champs.

Je récolte le maïs sans enregistrer un seul cas de vol alors que mon champ est contigu avec les champs des militaires. Même la nuit, les gens puisent de l'eau au point de distribution de la Regideso situé dans l'enceinte du camp sans inquiétude», témoigne Mukenge Matoku, secrétaire administratif du quartier Buta, non loin du camp Lukusa sur la rive gauche du fleuve Congo, dans la commune Lubunga. «Ces trois derniers mois, malgré le retard de paiement de leur solde, aucun incident n'a été signalé», se réjouit Olivier Katanga, le bourgmestre. «Nous habitons en parfaite harmonie, des militaires mutés nous cèdent leurs champs», témoigne un autre habitant. Depuis janvier 2009, les habitants de Lubunga cohabitent pacifiquement avec les militaires du camp Lukusa et ceux qui vivent en dehors du camp, contrairement aux années passées. «Depuis l'an passé, je ne paie plus le loyer, mon bailleur m'exige seulement d'entretenir la parcelle», se réjouit le caporal Gonze, un blessé de guerre depuis 2009 à Goma. Il vit avec son épouse et ses 4 enfants.

(suite de la page 2)

C'est l'Office des routes qui la construit depuis juillet 2009, sur un financement de près de 28 millions de dollars de la Banque mondiale et de DFID par le projet d'appui à la réouverture et l'entretien des routes (Pro-Routes). Cette route est le prolongement vers l'ouest de la RN4, Beni-Kisangani longue de 741 km réhabilitée en 2008. A terme, elle reliera les provinces (du Nord Kivu, de la Province orientale et de l'Equateur...). Les travaux doivent durer 5 ans, les 125 premiers km sont faits et ils avancent normalement à la grande satisfaction des populations riveraines.

De trop nombreux accidents

La circulation des personnes et les échanges commerciaux entre les villes et les centres de

LA VILLE EN BREF

Noyades sur le fleuve

27 janvier, une pirogue à pagaie a chaviré vers midi sur le fleuve juste en aval du port de l'Onatra réputé très profond. Cette embarcation en provenance de la commune de Lubunga avec à son bord des sacs de paddy et 5 passagers et les deux pagailleurs. Bilan un mort, quatre rescapés repêchés par une pirogue motorisée. Selon Olivier Katanga bourgmestre de la commune Lubunga, le fort courant marin du port de l'Onatra, le vent violent qui a soufflé ce jour là et la surcharge explique ce grave accident.

Parti politique

21 janvier arrivée de l'ancien vice-gouverneur de province Joseph Bangakya. En sa qualité du président national du parti politique Alliance des Démocrates Hu-

Extorsions, maraudages (vols des produits des champs), cambriolage dans les maisons, vols, bagarres, tracasseries et assassinats de tout genre ont presque disparus. Rares sont ceux qui entrent dans les débits de boisson en tenue militaire.

Ceci depuis les autorités militaires imposent la discipline et s'efforcent que la paie intervienne à temps.

Le camp Lukusa connaît depuis 2004 un afflux des militaires. C'est un centre de brassage des militaires des anciens groupes armés. Des militaires indisciplinés en profitaient pour tracasser la population. Vu leur très grand nombre et l'état de délabrement des maisons, Certains militaires habitent la cité ou louent les maisons des civils. «Au camp, nous sommes trop serrés, car la plupart des édifices sont soit squattés et soit complètement détruits et pillés depuis les années des guerres en 1996», explique un soldat. «Une ong réhabilite 5 appartements et construit 2 latrines publiques pour la formation des militaires stagiaires», assure le Lieutenant Kawaya, chargé de presse à la 9^{ème} région militaire (Etat major). Ce camp partage ses

limites avec les quartiers Maniema, Kolwezi et Buta.

Travailler plutôt que tracasser

Pour arrondir leurs fins des mois à cause des soldes irrégulières ou insuffisantes, les militaires cultivent, élèvent et font la main d'œuvre pour les civils. Certains puisent de l'eau pour les civils moyennant 200 à 500fc. Leurs femmes font du petit commerce.

Ces militaires sont utilisés par la population pour construire les installations hygiéniques, défricher les champs, désherber les parcelles,...

D'autres fabriquent les braises, coupent les bambous en brousse qu'ils vendent aux femmes qui préparent l'alcool local «lotoko». Selon un adjudant, assistant médical à l'hôpital général de Kisangani, qui vient de s'installer sur l'avenue Lubunda au quartier Maniema, la vie est facile par rapport à la rive droite où il vient de quitter car il peut cultiver des aubergines, amarantes, ... De nombreux autres militaires ou leurs femmes et enfants se sont installés sur cette avenue.

Hortense Basea

production s'intensifient mais les accidents de la route aussi. Les collisions avec les bêtes en divagation, l'excès de vitesse, l'ignorance du code de la route en sont les principales causes. Selon le président de l'Association mutuelle de chargeurs des véhicules au parking de la Province Orientale (AMCVPPPO), certains piétons, cyclistes et motards cèdent difficilement le passage aux gros véhicules et certains chauffeurs négocient mal les virages. Mais explique Michel Batululu, chef de la collectivité-secteur Lubuya-Bera, les villageois ont du mal à enfermer leurs bêtes dans les enclos car ils n'ont pas les moyens de les nourrir.

John Sindani

manistes ADH, il est venu implanter ce parti en province. Dans son adresse à ses militants, il a annoncé l'adhésion de son parti à l'idéologie du président Joseph Kabila. Joseph Bangakya n'a fait qu'un aller-retour.

Coopération

21 janvier, Andrew Shapiro, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires politico-militaires des Etats Unis a tenu un point de presse au Camp militaire BASE sur la formation d'un bataillon mobile qui assurera la formation des autres militaires à travers le pays. «Il n'y a pas de complot ou agenda caché», affirment les officiels Américains. Ils promettent d'appuyer les Ong de la société civile pendant le processus électoral afin d'assurer la liberté d'expression, les élections libres, démocratiques et transparentes, et que tous les candidats puissent avoir la possibilité de se rendre librement dans tous les coins de la R. D Congo.

Ugomvi juu ya udongo kati ya wakaaji na kanisa Katolika

Watu wamejenga katika maeneo ya kanisa Katolika kwa ruhusa ya service ya cadastre ao wa chef de quartier. Watu hawa wamesi-rika sababu Kanisa likiwaomba waondoke.

Parokia Saint Gabriel ni yenyi kuchungwa na askari wa Garde Républicaine tangu tarehe 6 mwezi Januari. Makaburi ya kanisa Katolika ni yenyi kujaa inapita myezi mitatu, mapadri kwa ruhusa ya Maire de la ville wamekataza maiti kuzikwa huko. Neno ambalo limewapa wakaaji kisirani. Wamevunja kwa mawe viyoo na madirisha ya parokia baada kuungoa mlango mkubwa wa Centre Monseigneur Grison. Kufatana na hayo Maire de la ville amewapa wakaaji ruhusa ya kuzika nyuma ya Cimetière ya guerre 6 jours. « Sisi kukaa hapo ni kufatana na ruhusa waliyopewe tate zetu naye Monseigneur Grison, muundaji wa parokia Saint Gabriel ». Ugonvi mwingine umetokea kati ya mapadri na jamaa 156 upande wa soko la SPIRO katika Quartier Kalindula huko Simisimi. « Watu wameendelea kujenga wakati ambapo Centre Monseigneur Grison ikiendelea na majengo mapya, ikikusudia pia kujenga masomo na hospitali », amesema padri mmoja. Wakaaji wamejenga katika maeneo mengi ya kanisa Katolika. « Watu wamejenga kati ya Collège Maele na Lycée Mapendano, pia katika maeneo ya Institut Chololo, parokia Sainte Marthe mtaa wa Lubunga... ijapo tuna mabarua ya serkali (titres fonciers) tangu mwaka 1953 », amehakikisha Abbé Marcien Babikanga wakili (avocat) wa kanisa Katolika. Chef de division wa cadastre amesema ni makosa watu kujenga kwenye udongo wa kanisa.

Malipizi kwa wanaouza udongo wa kanisa

Tangu zamani sana kanisa la Katolika ni lenye kuwa na maeneo makubwa. Couvents, maparokia na masomo yamejengwa upande mmoja, wakati upande mwingine yamesongwa na majani. Ndipo wa chef de quartier wamoja pamoja na service ya cadastre wa-

mewauzia watu udongo kwa magendo. « Kanisa lilipewa macertificats d'enregistrement à durée indéterminée tangu wakati wa Congo belge », amehakikisha François Alauwa Lobela, avocat pia Maire de la ville wa zamani mjini Kisangani. Watu wamewaza kuwa ni bora zaidi kanisa likataze watu kabla hawajajenga kuliko kuwafukuza wakati wameshajenga kwa uwingi. Kwa mjibu wa padri Victor Mbatu katibu (chancelier) wa askofu mkuu, « Kanisa halitachoka kudai maeneo yake ». Kwake François Alauwa, « fasi ya kujenga sio tu centre ville, fasi ya kujenga ni nyingi kandokando ya mji Kisangani ; sababu kufatana na sheria ukijenga nafasi ya mtu, unamjenge huyo mtu ». Mwanamemba mmoja wa Commission Justice et Paix Catholique ameagiza kumfunga yeyote anayeuzia udongo kwa magendo. Masikilizano juu ya eneo iliyo kati ya Collège Maele na Lycée Mapendano Desemba mwaka jana, liwali wa jimbo alisaini mkataba na kanisa la Katolika, juu ya kuwaruhusu watu waliojenga pale katikati ya maele na mapendanona wabaki, ila wawe 100m mbali na vibambazi vya ma-



Clôture en construction (qui doit passer par cette maison) par la mission Saint Gabriel © Mongongo

somo. kufatana na hayo, serkali imeipa Kanisa Katolika 6ha upande wa Quartier Segama katika mtaa wa Mangobo.

Kwa mjibu wa Patrick Kipalamoto, chef de division wa cadastre, miaka ya 1990, Kuna mikataba miwili juu ya eneo hilo : ya kwanza imeruhusuwa watu kujenga ngambo moja kufatana na arrêté ya wakati wa rais Mobutu ; ya pili imeruhusiwa kujenga ngambo ingine kufatana na mkataba uliosainiwa tarehe 6/05/1990 na marehemu askofu mkuu Augustin Fataki.

Gabriel Famba

Bakonzi bazali konyokolo basyndicaliste

Bakomi kokanela bango na telephone, bazali mpe koboya koyamba bango na masolo, kopimela bango lifuta na kosambisa bango... bakonzi bamonisi basyncaliste mpasi. Ata ko bongo bazali se kokoba kolobela basali, mingi mpenza basali ba leta.

Bazali kosala manso mpo ya kopekisa basyndicaliste 'te basala mosala mwa bango ndenge esengeli. Na sanza ya zomi na mibale ya mobu moleki, basali 50 ya DRPO bazwaki etumbu ya kotika mosala mpo ya mwa mikolo. Moko wa bango alobi : « Etumbu yango epesami mpo 'te tosengaki bakoka kofuta sanza libwa ya mosala tosalaki. » Mpo ya Maurice Kale, molobeli wa bango wa kala, « Mibeko mya DRPO miboyi 'te bazala na balobeli o ntei ya basali ». Ndenge moko na lisanga C.R.L.C. (centre de recherche en langues et cultures africaines) bapesaki etumbu ya mikolo mpo ya balobeli ba basali zambi basengaki lifuta lya bango. Balobeli ba basali bayebisi 'te boko bakonzi ba etuka mpe ba ekolo bazali kokanela bango na nzela ya telephone. « Soko bozali kokoba kotombokisa basali ba leta, bokokufa. » Tokoki koboma bino lokola esalemaka na baye babundelaka makoki ma bato », wana nde nsango bazwaka mingi na nzela ya telephone.

Amisi Tambwe, mokambi wa syndicat ya biteyelo katoliki (SYNECAT) alobi 'te mokonzi moko wa ekolo amobyangaki ntango azalaki kolala mpo na koyebisa ye 'te atika likambo lya kotinda balakisi koboya mosala. Basusu bazali komibomba na mayele lokola René Menga président ya syndicat ya basali ba leta. « Mokolo na kobyanga basali ba leta



o likita, esengeli nazonga noki. Wana nakobima lisusu na ndako te. »

Bato mingi bayokaka mabe ndenge basyndicaliste basengaka makoki ma basali. Mpo na Faustin Mtoro, bakonzi bamonoko bango lokola bato ba opposition. Yango wana balingaka kokanga bango monoko. Ntango mosusu bazali kofunda bango na makambo ya kolinga kokabola ekolo, ya kolinga koboya monkonzi. « Makita tosalaka na bango makosukaka na kokanela biso, ntango mosusu koyokisa biso nsoni na maloba mabe », lokola elobi Faustin Mtoro. Yango

wana na DRPO molobeli wa basali bamotindaki na makasi asenga bolimbisi na bakonzi o RTNC. Balobi 'te maluli ma bango mazangi ntina.

Mosala molamu

« Grève nde esalaka 'te bakonzi bayoka boleli bwa biso », elobi Amisi Ntambwe. Koboya milulu milengelami na mbula matari esalisaka mpe lokola. Mwa yambo ya sanza ya mitano ya mobu mwa 2009, syndicat ya basali ba leta eboyaki 'te basali baleka lifili zambi bazwaki lifuta lya bango te. « Boko balakisi ba université bazwaki eyano na maluli ma bango na bozwa bango numéro matricule », elobi Faustin Mtoro nsima ya koboya kolakisa sanza misato. René Menga asepele lolenge basali banso ba etuka ya monyele bakomi kozwa lifuta ndenge moko. Bapimelaki basali basusu lifuta lya bango na makambo mayebani te. « sima ya kolakisa nkele ya bango nde bazwaki eyano na maluli ma bango », eyebisi René Menga. Asepele ndenge syndicat ya ye ezalaki na masolo na mbula matari mpo na makambo matali kobongisa lobiko lya basali ba leta. Mpo na Faustin Mtoro, SYNAPAT eponamaki mpo ya kotala makambo matali makoki ma bato o eleko ya bwakale (transition).

Ata ko bongo makambo manso mabongi naino te. Yango wana mpo na maye matali biteyelo, bakonzi bayebi malamu 'te lifuta lizali lya malonga te kasi bazali kosenge na bango 'te bapesa mbongo mpo ya mibembo mya basali ba Nzambe, bakambi ba biteyelo... bakisa mpako to dime bakataka balakisi banda 800 kin'o 1000 Fc, lokola elobi moko molobeli wa balakisi. Mbala mingi bapimelaki biso lifuta, elobi bakambi ba SYNAPAT. Bapesaka biso bitumbu ndenge na ndenge na ntina 'te babangisa biso. Mikolo miye tata moyangeli wa etuka akomi koyokamela biso mingi eyebisi René Menga. Yango wana syndicat ya biso ekendeke mbala na mbala na Kinshasa na lisalisi lya ye mpo ya masolo matali basali ba leta.

David Malisi et Gabriel Famba

MONGONGO

Journal école de Kisangani

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO

journal_mungongo_kis@yahoo.fr

Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél : +243(0) 81 200 63 99

Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Equipe rédactionnelle :

Trésor Boyongo, Christian Uzilo, Hortense Basse, Lambert Lambe, Nathasha Kongolo, David Malisi, John Sindani, Nadia Midesso, Trésor Mokiango, Gabriel Famba, Armand Makanisi, Odette Kaseka, Lyly Bendea, (étudiants en Sciences de l'Information et de la Communication/Unikis)

Correspondants en province :

Isangi : Joseph Bassay

Ubundu : Fidèle Utula

Bondo : Vermont Kote

Isiro : Richard Tandro

Buta : Collard Limbombe

Bunia : Ousmane Sylla

Traduction :

Lingala : Pierre Komba

Swahili : Jean Fundi

Distribution, marketing et maquette :

Jimmy Bakelenge

Tél : +243(0) 85 338 93 25

Supervision et formation :

Syfia international

contact@syfia.info

Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

Abonnement annuel (24 numéros) 20 \$, abonnement de soutien 50 \$ minimum .

Points de vente : Bibliothèque centrale, Faculté des sciences et Cyber café Batam de l'Unikis, Gradi-Jeunes, La poste, Bld Hassan II C/Lubunga, Paroisse Christ Roi C/ Mangobo et ISTM Kisangani

Communiqué

Monsieur KATEMBO KAHERO informe le public de la perte de son certificat d'enregistrement portant le numéro SU 764 du plan cadastral de la commune Makiso dans la ville de Kisangani enregistré sous le vol C-75, Folio 82.

Sé KATEMBO KAHERO
Propriétaire